



**Syndicat des Personnels
Administratifs des
Services Extérieurs de
l'Éducation Nationale**

Montreuil,
Le 5 novembre 2018

**FO n'a cessé de le répéter :
« L'austérité est suicidaire
économiquement,
socialement et
démocratiquement ».
Et ce gouvernement ne
semble pas le comprendre
puisqu'il va plus loin encore
que ses prédécesseurs.**

**Résister,
Revendiquer
et Reconquérir !**



6 – 8, rue Gaston Lauriau
93 513 MONTREUIL CEDEX
Email : spaseen@fo-fnecfp.fr
Site : <http://www.spaseenfo.fr>

Fonction publique : le gouvernement confirme sa volonté d'en finir avec le statut !

Le 1^{er} ministre vient de l'annoncer : le gouvernement mettra en œuvre 75% du rapport CAP 2022. C'est une attaque inégalée contre le statut général de la Fonction publique, les agents et les services publics.

- Généralisation des CDD de 5 ans avec une rémunération au mérite ;
- Un fond pour la reconversion des fonctionnaires pour permettre le reclassement des agents dont le poste serait supprimé ;
- Un accroissement massif des primes au mérite par la mise en place d'un « bonus annuel » qui tiendrait compte d'objectifs individuels et collectifs.

Pour le SPASEEN-FO, le statut des fonctionnaires subit une offensive sans précédent.

Ce statut garantit pourtant la neutralité et l'indépendance des fonctionnaires face aux pressions de toute sorte. C'est la garantie d'une égalité de traitement pour tous les citoyens.

A l'Éducation nationale, le projet de loi de finances prévoit la suppression de 400 postes administratifs, alors même que les établissements et services ont subi une saignée depuis plusieurs années (moins 12,10% depuis 2007).

Comment ne pas voir dans ce plan brutal une arme qui permettra d'accompagner la réforme territoriale annoncée par la fusion des académies ?

Contrairement à l'A&I-UNSA, FO n'accompagnera pas cette réforme territoriale. Le rôle d'une organisation syndicale n'est pas d'accompagner les mobilités forcées des personnels ou bien de les rendre « acteurs de leur propre changement ».

Contrairement à l'A&I-UNSA, nous n'avons pas trouvé « malvenues » les suppressions de postes de la rentrée 2018. Nous les avons dénoncées et rejetées.

Contrairement à l'UNSA, la FSU et la CFDT, FO n'a pas signé le protocole PPCR qui rallonge les carrières et accompagne les réformes destructrices du gouvernement.

Fidèle à nos revendications de congrès, nous continuerons de défendre les personnels, tous les personnels.

Pour FO, il y a urgence à renoncer à cette politique suicidaire.

Ensemble continuons de revendiquer :

- **L'augmentation immédiate de 16% de la valeur du point d'indice, en rattrapage des pertes subies depuis 2000,**
- **L'ouverture immédiate de négociations sur les grilles indiciaires, les carrières et salariales,**
- **La création de tous les postes nécessaires au bon fonctionnement des services et établissements,**
- **Des recrutements uniquement sous statut de fonctionnaire et la titularisation immédiate de tous les contractuels,**
- **La défense et l'amélioration du Statut général et des statuts particuliers,**
- **Le maintien et le renforcement du service public !**

